

Corruption à tous les étages

On s'en souvient peut-être : des enquêtes minutieuses et courageuses de la CIGIC avaient amené en 2015 à la destitution et à l'emprisonnement du Président de la République, de la vice-présidente et de dizaines de hauts fonctionnaires. Du jamais vu.

La CIGIC, Commission internationale de lutte contre l'impunité, a été mise en place en 2006 à la demande du gouvernement guatémaltèque de l'époque. Il ne se sentait pas en capacité de faire face seul à la corruption généralisée et à l'emprise sur l'Etat d'une oligarchie de militaires et de chefs d'entreprises. Ce sont les Nations Unies qui ont été chargées de mener des investigations confiées à des enquêteurs internationaux très qualifiés. Aux frais de la coopération internationale.

La CIGIC s'est montrée très efficace. Ainsi, au cours des 5 dernières années, elle a démantelé pas moins de 60 groupes criminels souvent liés au gouvernement ! Elle a aussi entamé des procès contre 680 personnes accusées de corruption. Son travail a été salué par tous les bailleurs de fonds.

Mais voilà, elle a été mise sur la piste de fraudes du fils de l'actuel Président et sur des irrégularités dans le financement de sa propre campagne électorale. Réaction immédiate du Président : interdire l'accès du pays au patron de la CIGIC et décréter la fin de son mandat (1) Des décisions jugées illégales par la Cour constitutionnelle, mais malgré tout maintenues par le pouvoir. Est-ce à dire que c'est la fin de la lutte contre l'impunité et la corruption ? On est en droit de la craindre. D'autant que la justice guatémaltèque manque cruellement de personnel : 6 juges pour 100.000 habitants qui mènent surtout des enquêtes sur des vols mineurs.

Velasquez, le patron de la CIGIC, un juriste internationalement apprécié, répondait récemment au quotidien espagnol El País (2) qui lui demandait s'il se doutait de l'importance de la « putrefaction » au Guatemala : « Non, non. Je pensais que la corruption se limitait à un noyau dur de « pommes pourries ». Je n'avais jamais imaginé qu'elle atteigne de telles proportions ni un tel niveau de prise de contrôle sur l'appareil de l'Etat.

(1) La même maladie touche le Nicaragua de D. Ortega qui a expulsé fin décembre les enquêteurs de la Commission interaméricaine des Droits de l'homme qui terminait un rapport accablant sur les crimes du régime.

(2) Voir des informations plus complètes article de El País